

Le Collectif Handicaps s’alarme : À mi-mandat, la priorité du quinquennat est reléguée aux oubliettes.

Paris, le 16 juillet 2020. Après l’interview du président de la République et la déclaration de politique générale du Premier ministre, le Collectif Handicaps tire la sonnette d’alarme. Rarement un gouvernement aura à ce point ignoré les personnes handicapées : deux semaines après le remaniement, aucun ministre ne s’est publiquement exprimé sur la situation des personnes en situation de handicap. La politique du handicap devait être une priorité du quinquennat. Mais visiblement les ambitions du discours prononcé par le président de la République lors de la conférence nationale du handicap (CNH) sont oubliées.

À aucun moment le président de la République lors de son intervention télévisée n’a daigné évoquer la situation des personnes en situation de handicap, de leurs familles et des aidants, qui ont été particulièrement impactés par la crise sanitaire et le seront par la crise économique et sociale. De plus, cette intervention était en partie inaccessible aux personnes sourdes et malentendantes.

Lors du discours du Premier ministre, fixant les priorités du gouvernement pour les 600 prochains jours, le handicap n’a été rapidement évoqué que deux fois, en insistant notamment sur le suivi de l’école inclusive et de la prochaine rentrée scolaire des enfants en situation de handicap. C’est positif mais très insuffisant.

Dans son discours prononcé lors de la CNH du 11 février dernier, le président de la République nous assignait un objectif : « Ne pas s’habituer ». Les associations du Collectif Handicaps ne s’habitueront jamais au fait qu’un président de la République ne s’adresse qu’à une partie de la population, ou qu’un Premier ministre ne fixe à son gouvernement aucun objectif pour améliorer la vie de 12 millions de personnes en situation de handicap. Ces deux discours sont l’illustration que les personnes en situation de handicap dans notre pays restent des citoyens oubliés, invisibles, en marge de la société.

Lors de la CNH, le président de la République s’était notamment engagé à ce que plus aucun enfant ne se trouve sans solution de scolarisation à la rentrée 2020. Les premières remontées de terrain montrent déjà les difficultés multiples des familles. Il est facile de discourir, mais les personnes handicapées attendent des actes. Et lorsqu’elles sont oubliées, dans les discours ou dernièrement au Ségur de la Santé, le désintérêt des pouvoirs publics devient manifeste et scandaleux.

Enfin, le Collectif Handicaps s’inquiète vivement du fait que, dans ces deux interventions, la création de la future branche Autonomie ait été évoquée sous le seul angle du Grand âge. Il rappelle que cette réforme concerne aussi les personnes en situation de handicap, condition indispensable pour mener une réforme ambitieuse de l’autonomie quels que soient l’âge et le handicap. Un oubli supplémentaire, qui rend la situation actuelle insupportable.

Contacts presse :

Collectif Handicaps : Stéphane Lenoir – 06 14 85 42 62 – stephane.lenoir@collectifhandicaps.fr

APF France Handicap : Sophie Lasbleis - 06 89 74 97 37 – sophie.lasbleis@apf.asso.fr

UNAPEI : Elodie Audonnet – 06 21 63 36 07 – e.audonnet@unapei.org